

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 11 au 17 octobre 2006

---

édito:

**les Français les plus riches : le palmarès de *Capital***

articles:

**POUR UN AUTRE TYPE DE CROISSANCE  
durable et riche en emplois**

**EXPULSÉS DE CACHAN  
première victoire de la solidarité  
la mobilisation continue**

**DETTE PUBLIQUE  
une campagne de mystification**

**CRISE DE L'AÉRONAUTIQUE  
les communistes proposent**

# Les Français les plus riches le palmarès de *Capital*

Le magazine *Capital* publie la liste dorée des Français les plus riches. Même les commentateurs de ce mensuel du “business” en restent babas. “Grands patrons : beaucoup touchent à nouveau le pactole”, affiche la page 124. “Le pouvoir d’achat n’est pas en berne pour tout le monde”, constate la page 118. “Le capital avant le travail”, titre l’éditorial qui évoque les “sommés famélicieuses” qui s’étalent sur plusieurs colonnes. Madame Liliane Bettencourt, la propriétaire de l’Oréal, est bien toujours la championne toutes catégories de ces Jeux olympiques de la fortune : elle a récolté 186 millions d’euros en 2005, soit 37 % de plus que l’année précédente. Autrement dit, elle gagne 510 000 euros par jour, 21 250 euros à l’heure, le temps du dodo compris.

“Le talent est rare, il vaut donc cher”, constate l’éditorialiste en évoquant les ressources de Gérard Depardieu, le comédien, ou de Thierry Henry, le footballeur, “mais beaucoup moins que le capital, hélas...”, écrit-il, quelque peu effaré. M. Zacharias, par exemple, a quitté le groupe Vivendi avec 13 millions d’euros de prime, 2 millions de retraite par an et la valeur potentielle de 173 millions de stock-options ! M. Bernard Arnault, pour sa part, en tant que principal actionnaire du groupe LVMH, vient de toucher 134 millions d’euros de dividendes, soit 21 % de plus que l’année précédente. Il est vrai que son “ami” M. Pinault, de Pinault-Printemps-Redoute, a “pris” 140 millions.

Il faut reconnaître que de vertueux esprits entreprennent d’apporter quelques corrections à ces Himalaya d’inégalités. Ainsi, M. Balladur s’est permis de sermonner les garnements des stock-options en leur interdisant de mettre les doigts dans la confiture du pactole tant qu’ils sont aux commandes de l’entreprise. En réalité, Balladur amuse la galerie, puisque le journal *Le Figaro* vient de nous apprendre que les groupes français sont déjà passés à autre chose “l’air de rien”... Autre chose que les stock-options. Il s’agit des “bonus spéciaux”, des primes, en quelque sorte : ainsi, le président des Assurances générales de France, Jean-Philippe Thierry, a empoché son “bonus normal” (comme ils disent) de 840 000 euros, mais complété d’un “bonus long terme” de 805 000 euros... Félicitations ! De son côté, le président de Saint-Gobain s’est vu attribuer la prime de 200 000 euros pour services rendus au capital de la société. Tout ça, “l’air de rien”, se substitue aux célèbres stock-options, c’est plus discret et moins taxé.

L’éditorialiste de *Capital* écrit : “Sauf son respect, Karl Marx avait tout faux”. C’est de l’humour. Il avait tout bon et *Capital* le prouve ■

## POUR UN AUTRE TYPE DE CROISSANCE

# durable et riche en emplois

### **La condition cruciale, c'est une autre utilisation de l'argent.**

Premièrement, les fonds publics, au lieu de développer les services publics, sont surtout utilisés pour soutenir la rentabilité financière et l'irresponsabilité sociale des entreprises. Plus de 21 milliards d'euros, au nom de l'emploi, pour baisser les cotisations sociales, en dépit d'un effet pervers : cette baisse du "coût salarial" fait pression à la baisse sur tous les salaires, et cela déprime la demande, la croissance et l'emploi. Pourtant, la droite et le PS soutiennent encore ce type de mesure. Il faudrait au contraire utiliser cet argent public pour baisser le coût des crédits, notamment pour les PME, écrasées par les taux d'intérêt.

Deuxièmement, les fonds les plus importants et dont on parle le moins : ceux des banques, du crédit, de la création monétaire. Pour un crédit qui incite à une croissance riche en emplois et en formations, il faudrait baisser les taux d'intérêt pour les investissements matériels et de recherche mais de façon sélective : les taux seraient d'autant plus bas que seraient programmées des créations d'emplois et de formations. Il ne s'agit pas seulement de baisser les taux de "refinancement" des banques par la PCE, ce qui peut être utilisé pour les exportations de capitaux et la spéculation. La question décisive, que les communistes portent pour une gauche transformatrice, c'est une sélectivité du crédit à taux d'intérêt abaissés pour l'emploi.

À propos des programmes pour 2007, à gauche comme à droite, le *Cercle des Économistes* vient de décréter impossible de modifier le "mandat" de la BCE, la lutte contre l'inflation, en réalité obsessionnelle, au détriment de l'emploi : il faudrait "intégrer ce fait comme une contrainte"! Au contraire, dans la droite ligne du Non de gauche au traité constitutionnel européen, il faut une mission

emploi pour la BCE, son contrôle démocratique, du Parlement européen jusqu'à de nouveaux pouvoirs dans les bassins d'emploi et les entreprises.

Le PCF propose d'intervenir dès maintenant sur le crédit avec des Fonds régionaux pour l'emploi et la formation, qui prendraient en charge tout ou partie des intérêts. Agirait de la même façon un fonds national utilisant la vingtaine de milliards servant aux exonérations de cotisations sociales. Ainsi qu'un pôle public de financement avec notamment la Caisse des dépôts.

Troisième ensemble de fonds : ceux des entreprises. Il faut donner aux salariés le pouvoir d'intervenir pour des propositions alternatives et une autre gestion que celle dominée par la rentabilité financière exacerbée pour les actionnaires, avec d'autres critères, d'efficacité sociale : pour économiser les capitaux matériels et financiers, grâce aux nouvelles technologies, en développant avec la recherche, la formation et les emplois qualifiés. Évidemment, cela s'oppose aux privatisations.

La progression des trois piliers du modèle social – emploi-formation, services publics, Sécurité sociale – est également indispensable. Il s'agit aussi du pouvoir d'achat des salariés qu'il faut augmenter très sensiblement. Cela va bien au-delà du saupoudrage envisagé par le gouvernement. Et il ne s'agit pas de la prime pour l'emploi qui pousse à la baisse du coût salarial pour les entreprises et fait pression sur les autres salaires.

Mais il ne convient pas seulement de changer le partage de la richesse. Pour consolider cette augmentation des salaires, il faut aussi changer les conditions de la production en s'attaquant au financement, par le développement, avec la recherche, d'une sécurisation de l'emploi, de sa qualification, de la formation ■

## EXPULSÉS DE CACHAN

# première victoire de la solidarité la mobilisation continue

**Dans l'affaire des expulsés de Cachan, le ministre de l'Intérieur, en dépit de ses multiples provocations, a dû battre en retraite et accepter un protocole d'accord qui permet le relogement provisoire des familles et prémunit à court terme contre l'expulsion ceux qui en étaient menacés.**

Le courage des familles de Cachan, la solidarité qui les a entourées, l'exigence de dignité auront donc été plus fortes que l'acharnement du patron de l'UMP. C'est une belle leçon qui honore les travailleurs immigrés qui ont mené ce combat et les forces démocratiques de notre pays qui les ont soutenus, quand les agissements irresponsables d'un ministre n'avaient pour but que de faire un exemple au service de sa politique rétrograde.

Il reste certes beaucoup à faire pour assurer aux familles de Cachan et à leurs enfants un avenir digne de ce nom. Le combat n'est pas terminé et la vigilance doit demeurer. Mais l'accord obtenu par les expulsés pour quitter le gymnase dans lequel ils s'étaient réfugiés est d'abord une victoire contre l'arbitraire.

Le 16 août dernier, N. Sarkozy donne l'ordre de jeter à la rue les "squatteurs" de Cachan, en réalité des travailleurs immigrés sans logement et parmi eux des dizaines d'enfants qui s'apprêtaient à effectuer leur rentrée scolaire. Le ministre les désigne aussitôt à la vindicte populaire, les traite en boucs émissaires pour justifier sa politique répressive en matière d'immigration. Rien ne justifiait une telle sauvagerie. La majorité d'entre eux est en règle. La plupart travaillent, même quand ils sont sans-papiers et sont en vérité victimes du mal-logement. Or aucune solution durable ne leur est proposée. En réalité, on le voit bien aujourd'hui, la violence de l'expulsion policière du mois d'août n'était que le premier acte d'une série d'opérations spectaculaires programmées par Sarkozy pour mettre en

scène sa campagne électorale. Des opérations dont sont à chaque fois victimes les plus pauvres, immigrés ou cités populaires.

Mais Sarkozy n'avait pas tout prévu. Son cynisme dans l'affaire des enfants scolarisés a déjà provoqué beaucoup de colère et une longue chaîne de solidarité et de parrainages à travers le pays. Cet élan va s'amplifier devant le scandale de Cachan. La gauche politique se mobilise. Quand les femmes de Cachan montent à la tribune de la Fête de l'Humanité devant 75 000 personnes, c'est un grand moment d'émotion. La mobilisation de l'équipe du film Indigènes et celle de dizaine d'artistes décuplent l'écho de la mobilisation. Et il faut rendre hommage aux élus de gauche du Val de Marne mobilisés jour et nuit aux côtés des expulsés et singulièrement au président communiste du Conseil général dont l'engagement a été total du premier au dernier jour.

Pour faire plier Sarkozy, tout aura compté. Mais rien n'aurait été possible sans la détermination des familles, au premier rang desquelles les femmes et les associations qui les accompagnaient.

Une solution d'urgence est aujourd'hui trouvée enfin. Mais le gouvernement n'est pas quitte. Les hommes et les femmes auxquels on vient de faire subir ce calvaire sont des travailleurs de notre pays. Ils ont droit à un logement digne et stable. Quant à ceux qui ne le sont pas encore, ils doivent être régularisés. Après ce qui s'est passé, toute expulsion serait une lâcheté. La bataille de Cachan montre une chose. Les coups de menton du ministre de l'Intérieur ne font pas une politique, encore moins un projet présidentiel digne de ce pays. On ne gouverne pas la France en 2006 en divisant, en stigmatisant, en faisant donner le bâton, en traitant les immigrés comme des citoyens de seconde zone. Nombreux sont en tout cas les citoyens de notre pays qui sont décidés à ne pas l'accepter. La leçon vaut d'être retenue ■

## DETTE PUBLIQUE

# une campagne de mystification

### **La droite mène une formidable campagne d'intoxication autour de la dette publique avec un triple objectif.**

Le premier, c'est de convaincre nos concitoyens, en particulier les jeunes, que seule la droite est garante de leur avenir parce qu'elle est la seule à penser à nos enfants en opposition à un "esprit 68" de laisser-faire et de vie trop facile qui aurait gangrené la société. La dette devrait donc être remboursée parce qu'il serait inadmissible de faire payer aux générations futures les dépenses exagérées que nous avons faites.

Ensuite, il s'agit de s'appuyer sur la "diabolisation" de la dette pour faire accepter les politiques d'austérité et de réduction des dépenses de santé, pour l'école, pour l'aménagement du territoire, pour les transports, les services publics, la vie associative, la jeunesse, etc.

Enfin, l'objectif est, pour le gouvernement, de masquer le fait que l'aggravation de la dette est due à la masse des cadeaux fiscaux et des allègements divers accordés aux grandes fortunes, aux plus hauts revenus comme aux entreprises.

Quelques données permettent de mettre à nu ces plans. Le gouvernement tente de faire peur aux Français avec la dette alors que c'est lui qui en quatre ans l'a accrue de dix points selon la Cour des comptes.

Par ailleurs, il faut s'entendre sur ce qu'on appelle la dette. Tous les observateurs sérieux retiennent pour la mesurer la "dette nette" c'est-à-dire déduction faite d'un certain nombre de richesses comme les actifs financiers possédés par la France, les avoirs des administrations, etc. Selon l'OFCE, cette dette nette est aujourd'hui de 44 % du PIB c'est-à-dire largement inférieure à celles des pays de

la zone euro (58%), de l'OCDE (48%), des USA (47%).

Ce qui démontre enfin toute la mystification de la présentation de la dette par le gouvernement, c'est la masse considérable des ressources fiscales qui sont laissées de côté. Au moment où l'on voit les scandales des stock-options, des retraites en or des PDG du CAC 40, des profits qui explosent, il faut avoir le courage de prélever sur cette richesse produite par les Français pour leur restituer sous forme de pouvoir d'achat, de protection sociale, de formation, d'infrastructures.

Exemple : l'exonération d'ISF accordée à 14 000 familles représente 250 millions d'euros, soit exactement ce qui manque aujourd'hui aux hôpitaux !

En taxant les plus-values, on pourrait dégager des sommes énormes pour l'emploi et l'efficacité économique et sociale.

Bref la dette n'est pas une maladie. Comme le dit la Cour des comptes, "il importe de se préoccuper plus fondamentalement de l'utilisation qui est faite des ressources ; l'endettement n'est pas en soi contestable, il permet de financer des investissements directement ou indirectement productifs de richesses". C'est-à-dire ne pas hésiter à faire des investissements publics selon le critère de leur utilité. C'est aussi ce que dit à sa manière le Nobel d'Economie, Stiglitz, qui estime qu'on ne réalise pas à quel point ne pas développer l'investissement public peut en définitive nous coûter. Des investissements utiles et productifs, c'est bien l'objectif que devra se fixer un futur gouvernement appliquant une vraie politique de gauche. C'est en ce sens qu'entendent s'engager les communistes ■

## CRISE DE L'AERONAUTIQUE

# les communistes proposent

**Avril 2005, l'industrie aéronautique et spatiale fait la une de tous les médias.**

Nous sommes en pleine campagne sur le référendum européen. Les photos du gros porteur A 380 s'étalent en couverture de tous les journaux. Les chefs d'État entourent le berceau du dernier né de la gamme Airbus, qui est présenté par les partisans du OUI comme le fruit de la construction européenne et montré comme l'exemple à suivre dans tous les domaines. Un an plus tard, plus rien ne semble fonctionner ! Des dirigeants de premier plan d'EADS sont au centre de l'affaire Clairstream, Arnaud Lagardère et le groupe allemand Daimler annoncent la vente d'une partie de leurs actions. Le CA du groupe européen, réuni à Amsterdam, annonce la fermeture de la Sogerma, filiale spécialisée dans la maintenance. Plus de 1000 emplois directs et 5 000 emplois induits sont concernés. Des retards de livraison de l'A-380 s'ajoutent aux retards déjà annoncés. L'avion A-350 est déclaré mort-né faute de recherche et de développement suffisants notamment sur les matériaux composites. Noël Forgeard, empêtré dans une sale affaire de vente d'actions est débarqué, Louis Gallois qui vient de passer plus de 10 ans à la SNCF est nommé Coprésident. Octobre 2006: démission du PDG alors que le Conseil d'Administration du groupe européen venait d'annoncer un vaste plan d'économies et de restructurations.

Pourquoi ces dérapages ? En vérité, l'ouverture du capital de l'entreprise nationale Aérospatiale en 1999, décidé par le gouvernement Jospin, puis la fusion avec Matra, puis celle avec le groupe allemand DASA, a engagé l'industrie aéronautique et spatiale dans une autre logique. La recherche de la rentabilité financière se faisant contre le travail vivant en termes d'emplois, de recherche et développement. C'est cette politique mise en œuvre depuis 6 ans qui a mené dans l'impasse. Les difficultés aujourd'hui sont directement liées aux choix de rentabilité financière faits par les dirigeants du groupe. Une déclaration de Noël Forgeard résume crûment cette politique : " Je me réjouis d'avoir économisé un milliard sur les investisse-

ments pour satisfaire les actionnaires." Quatre ans plus tard, on en connaît le prix ! Les retards se succèdent sur les premières livraisons de l'A380 avec des pénalités à la clé ! Ils sont dus à l'économie faite sur le travail vivant en terme d'emplois et d'études. Le projet de nouvel avion A 350 n'atteint pas ses objectifs en terme d'innovations technologiques. En effet, cet avion de nouvelle génération était au départ prévu pour être 100% carbone. L'état actuel de la recherche le limite à 50 %. Ce qui le met à une consommation de 20 % supérieure à son concurrent américain .

Face à la crise, les communistes font des propositions. Emploi : ce n'est pas en supprimant des emplois dans le groupe EADS ou chez les sous-traitants que l'on va résoudre les problèmes. Les emplois et leur stabilité sont une des clés du problème. Si un collectif de travail exige 10 personnes, le ramener à 7 ou 8 personnes ne permettra pas la fiabilité de ce qui est produit. C'est cette politique d'économie sur le travail vivant qui mène dans l'impasse, il faut donc en changer. Non seulement aucune suppression d'emploi ne serait justifiée, mais c'est le chemin inverse qu'il faut prendre : transformer tous les emplois précaires en emplois stables; embaucher des milliers de salariés de toutes catégories pour faire face aux plans de charges, étudier et produire, commercialiser et assurer la maintenance des avions dans des bonnes conditions. Pour préparer l'avenir, une audacieuse politique de formation des jeunes, du professionnel à l'ingénieur, doit être menée pour succéder à la génération du papy boum qui va partir à la retraite.

Mais l'emploi n'est pas la seule question dont il faut débattre. Comment financer tous les programmes d'avenir ? Quelle organisation de la production ? Quels financements ? Qui détient le capital de l'entreprise ? Quel statut social pour tous les salariés de la filière aéronautique et spatiale ? Quels droits et pouvoirs pour les salariés, les populations, les élus ? Autant de sujets sur lesquels les communistes entendent débattre avec vous dans les prochaines semaines. Et dès à présent en intervenant dans toutes les entreprises aéronautiques du pays, dans toutes les assemblées élus ■